

---

# Conférence du désarmement

Français

---

## Compte rendu définitif de la mille quatre cent vingt-deuxième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mardi 13 juin 2017, à 10 heures

*Président* : M. Fedor Rosocha ..... (Slovaquie)

GE.17-18937 (F) 131217 131217



\* 1 7 1 8 9 3 7 \*

Merci de recycler



**Le Président** (*parle en anglais*) : Je déclare ouverte la 1422<sup>e</sup> séance plénière de la Conférence du désarmement.

Excellences, chers collègues, M. Møller, Mesdames et Messieurs, ainsi que cela avait été annoncé la semaine dernière, nous commencerons par nous réunir en séance plénière formelle et toutes les délégations qui souhaitent prendre la parole seront invitées à le faire. La séance plénière formelle sera suivie d'une séance plénière informelle, qui sera consacrée à l'examen de l'article 2 du Règlement intérieur de la Conférence du désarmement publié sous la cote CD/8/Rev.9.

Pour commencer, je souhaite vous informer des activités que nous avons menées jusqu'à présent. Nous avons continué de nous entretenir avec les États membres de la Conférence et avons tenu des consultations avec plusieurs pays sur des questions spécifiques, parmi lesquelles l'évolution des travaux du Groupe de travail sur la voie à suivre, la situation actuelle à la Conférence et un éventuel programme de travail. De concert avec le Président du groupe de travail, M. Htin Lynn, Ambassadeur du Myanmar, nous avons conduit des consultations approfondies pour aller de l'avant et faire en sorte que le groupe de travail entame un travail de fond. Je constate avec satisfaction que la Conférence a trouvé des domaines de convergence et que nous pouvons commencer les réunions du groupe de travail inscrites au calendrier.

Je remercie une nouvelle fois l'Ambassadeur Htin Lynn des efforts qu'il a inlassablement déployés au service de la Conférence et de ses États membres. Je continuerai de l'appuyer dans le cadre des discussions en cours. Dans le même temps, je compte poursuivre mes échanges avec les membres de la Conférence en vue de trouver une réponse consensuelle à la question du programme de travail. Nous accueillerons favorablement toute proposition que les États membres de la Conférence pourraient nous soumettre afin de nous aider à avancer dans la bonne direction. Ma porte est ouverte à tous les États membres.

Permettez-moi aussi de vous informer que vendredi dernier, je me suis entretenu avec la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, Izumi Nakamitsu. Je l'ai informée de l'état d'avancement des travaux de la Conférence, notamment de l'accord sur le calendrier du Groupe de travail sur la voie à suivre.

Il est temps de commencer nos travaux. Je vois sur la liste des orateurs de la séance d'aujourd'hui qu'une délégation a demandé à prendre la parole. Je donne la parole à M. Kim In-chul, Ambassadeur de la République de Corée.

**M. Kim In-chul** (République de Corée) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, au vu des provocations persistantes de la République populaire démocratique de Corée, qui a encore lancé un missile jeudi dernier, je me sens obligé de prendre la parole. Je demanderai instamment à la République populaire démocratique de Corée de ne pas faire une chose et d'en faire une autre et, ce faisant, je répéterai des propos que beaucoup d'entre nous ont tenus maintes fois ici.

Premièrement, je demande instamment à la République populaire démocratique de Corée de s'abstenir immédiatement de toute provocation. Si la République populaire démocratique de Corée pense obtenir quoi que ce soit par ses provocations, elle se trompe lourdement. Elle n'en retirera aucun bénéfice. Les conséquences auxquelles elle s'expose sont très claires. Elle sera encore plus isolée, les difficultés économiques que connaît sa population s'aggraveront et ses perspectives de développement seront compromises davantage encore.

Deuxièmement, je demande instamment à la République populaire démocratique de Corée de s'engager sur la voie de la dénucléarisation. Récemment, la République populaire démocratique de Corée a évoqué les accords entre la Corée du Sud et la Corée du Nord. Je voudrais lui rappeler le plus fondamental de ces accords : l'accord sur la dénucléarisation de la péninsule, entré en vigueur il y a un quart de siècle. Il s'agit non seulement d'un accord bilatéral valide, mais encore d'un engagement solennel pris par la Corée du Sud comme par la Corée du Nord envers la communauté internationale. La République populaire démocratique de Corée ne saurait sous aucun prétexte justifier la rupture de cet accord et de son engagement solennel.

En conclusion, je dirai clairement que si l'intention de la République populaire démocratique de Corée est de mettre à l'épreuve la détermination du Gouvernement de la République de Corée ou de tenter de le faire plier à sa volonté, ce sera peine perdue. Le Gouvernement de la République de Corée coopérera étroitement avec la communauté internationale, y compris avec le Conseil de sécurité de l'ONU, pour riposter collectivement et fermement à toutes les provocations de la République populaire démocratique de Corée.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant de la République de Corée de sa déclaration. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ? Je donne la parole au Représentant de la République populaire démocratique de Corée.

**M. Ju Yong-chol** (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, il faudrait rappeler à la Corée du Sud qu'à chaque fois qu'elle tentera de détourner l'attention et les critiques de la communauté internationale vers la République populaire démocratique de Corée, elle échouera. La Corée du Sud tente de soulever des questions ridicules, ce qui ne fait que mettre en lumière sa méconnaissance de la principale cause des tensions et de ce qui nous a conduits à faire le choix inévitable de la dissuasion nucléaire. La République populaire démocratique de Corée vit sous la menace nucléaire constante des États-Unis depuis l'explosion de la toute première arme nucléaire. Pendant la guerre de Corée, les États-Unis ont ouvertement évoqué la possibilité d'utiliser la bombe atomique pour se tirer du mauvais pas dans lequel ils se trouvaient. La menace de l'arme atomique a provoqué une tragédie nationale, la séparation de familles. Les États-Unis n'ont pas hésité à exprimer le regret que leur inspirait leur défaite dans la guerre de Corée, attribuable selon eux au fait qu'ils n'avaient pas utilisé la bombe atomique.

En 1957, les États-Unis ont annoncé publiquement qu'ils allaient commencer à équiper d'armes nucléaires les troupes américaines en Corée du Sud, leur projet étant d'utiliser des armes nucléaires si une deuxième guerre de Corée venait à éclater. Par la suite, des milliers d'armes nucléaires ont été déployées en Corée du Sud et autour de ce pays, et des manœuvres de guerre nucléaire ont été entreprises, soumettant ainsi la République populaire démocratique de Corée à une menace militaire considérable et à un chantage.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, les États-Unis ont désigné la République populaire démocratique de Corée comme faisant partie d'un axe du mal et l'ont inscrite sur la liste des cibles potentielles de frappes nucléaires préventives. Les États-Unis ont poursuivi leurs manœuvres de guerre nucléaire, mobilisant les forces stratégiques nucléaires déployées en Corée du Sud et dans les environs. Rien que cette année, les États-Unis d'Amérique ont mené des manœuvres militaires conjointes pendant lesquelles ils ont mobilisé un grand nombre de soldats et d'importants moyens stratégiques nucléaires, notamment des bombardiers stratégiques nucléaires et des groupes aéronavals, autrement dit des moyens suffisants pour faire la guerre.

Bien que de nombreux changements soient intervenus au sein de l'Administration des États-Unis, leur politique hostile et leur projet de guerre nucléaire ont pris un tour encore plus agressif et les scénarios militaires visant à éliminer les dirigeants de la République populaire démocratique de Corée et à renverser le régime ne cessent d'être perfectionnés et expérimentés pendant les manœuvres de guerre. Les États-Unis continuent de déployer leur force de frappe nucléaires en Corée du Sud et à proximité de la péninsule coréenne pour faire en sorte qu'une guerre devienne imminente. Le fait que la République populaire démocratique de Corée se dote d'une force de dissuasion nucléaire est donc le résultat inévitable de la menace nucléaire et du chantage exercés par les États-Unis.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant de la République populaire démocratique de Corée. Je donne la parole à M. Deyneko, Ambassadeur de la Fédération de Russie.

**M. Deyneko** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Monsieur le Président, nous suivons attentivement l'évolution de la situation dans la péninsule coréenne et sommes profondément préoccupés par les essais de tirs de missiles auxquels la République populaire démocratique de Corée procède de plus en plus fréquemment ces derniers temps. Nous sommes fermement convaincus que de telles initiatives ne font qu'aggraver la tension dans la région.

La Fédération de Russie a appuyé l'adoption, le 2 juin, de la résolution 2356 (2017) par laquelle le Conseil de sécurité a imposé de nouvelles sanctions à l'encontre d'un certain nombre de personnes morales et physiques de la République populaire démocratique de Corée. Toutefois, elle réaffirme sa volonté de mener des efforts concertés pour trouver une solution au problème nucléaire et aux autres problèmes de la péninsule coréenne.

Dans le même temps, nous notons avec préoccupation que les États-Unis renforcent leur présence militaire en Asie du Nord-Est. Ainsi que nous l'avons dit maintes fois par le passé, nous pensons que cela ne contribue pas à créer les conditions d'une reprise du dialogue, mais plutôt, au contraire, à accroître les risques de conflit dans la région.

Lors de nos différents échanges, nous engageons tous nos partenaires à faire preuve de retenue et soulignons la nécessité de promouvoir une détente générale sur les plans militaire et politique en même temps qu'une approche collective de la recherche de solutions à tous les problèmes actuels par des voies exclusivement politiques et diplomatiques.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant de la Fédération de Russie de sa déclaration. Je donne la parole à M. Wood, Ambassadeur des États-Unis d'Amérique.

**M. Wood** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je prends la parole pour répondre aux accusations portées contre mon pays par le Représentant du régime de Pyongyang. Je vais commencer par dire clairement qu'une partie est à l'origine des tensions dans la péninsule coréenne et que c'est le régime de Pyongyang. Les États-Unis ne sont pas une menace pour ce régime : comme je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, la principale menace pour ce régime vient de ce régime lui-même. J'aurais une remarque à faire, une remarque plusieurs fois formulée ici. L'attachement des États-Unis à la défense de la République de Corée et du Japon reste inébranlable et l'objectif des États-Unis, ainsi que nous l'avons dit de nombreuses fois, est la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant des États-Unis d'Amérique de sa déclaration. Je donne la parole à M. Kim In-chul, Ambassadeur de la République de Corée.

**M. Kim In-chul** (République de Corée) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, veuillez m'excuser de prendre une nouvelle fois la parole mais, afin de lever toute ambiguïté, je répète en réponse à la déclaration du représentant de la République populaire démocratique de Corée que nous ne reculerons pas d'un pouce et n'accepterons aucun compromis sur les questions de sécurité nationale. Nous ne faiblirons pas dans l'action que nous menons en faveur d'une dénucléarisation complète de la Corée du Nord à travers les sanctions et le dialogue.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant de la République de Corée. Je donne la parole à la Représentante de l'Australie.

**M<sup>me</sup> Wood** (Australie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, les nombreux essais de tirs de missiles balistiques auxquels la République populaire démocratique de Corée a procédé en 2017 sont une provocation et contreviennent aux résolutions du Conseil de sécurité. L'Australie se félicite de l'adoption, le 2 juin, de la résolution 2356 (2017) par le Conseil de sécurité. Elle engage tous les pays à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre les sanctions adoptées à l'unanimité par le Conseil de sécurité contre la République populaire démocratique de Corée pour faire comprendre à cet État que la voie qu'il a choisie est indéfendable.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante de l'Australie de sa déclaration. Je vois que la République populaire démocratique de Corée demande la parole. Monsieur, vous avez la parole.

**M. Ju Yong-chol** (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Merci, Monsieur le Président, de me donner à nouveau la parole.

Il est fort clair que les États-Unis tentent désespérément de susciter une atmosphère internationale de sanctions et de pressions sur la République populaire démocratique de Corée en qualifiant de « violation de résolutions » ou de « menaces » les mesures légitimes qu'elle prend pour se défendre. Même cette tribune n'est pas épargnée par les sinistres objectifs

politiques des États-Unis, qui la détournent pour pointer un doigt accusateur sur la République populaire démocratique de Corée. Ma délégation rejette donc catégoriquement les accusations qui viennent d'être lancées contre la République populaire démocratique de Corée.

Le récent retrait des États-Unis d'Amérique de l'Accord de Paris sur les changements climatiques démontre l'étendue de l'égoïsme et l'absence de moralité de ce pays, qui ne se préoccupe que de son propre bien-être au détriment de notre planète. Outre qu'il a de graves conséquences pour les efforts menés au niveau international pour protéger l'environnement, cet acte égoïste commis par les États-Unis est aussi lourd de menaces dans d'autres domaines. L'attitude des États-Unis s'agissant de la question nucléaire dans la péninsule coréenne en est un exemple caractéristique. Les mesures prises par la République populaire démocratique de Corée pour se défendre ont pour objet de protéger efficacement la souveraineté de cet État et son droit d'exister malgré la menace nucléaire que les États-Unis font peser sur lui. Personne n'est en droit de critiquer ce qui est un droit légitime d'un État souverain. Pourtant, la politique hostile menée contre la République populaire démocratique de Corée a aujourd'hui atteint un tel degré d'irresponsabilité que les États-Unis font pression sur d'autres pays afin qu'ils sacrifient leurs relations avec la République populaire démocratique de Corée au nom de la sécurité des États-Unis. L'époque où les États-Unis comptaient sur des pratiques arbitraires et arrogantes pour imposer unilatéralement leur volonté à d'autres pays est révolue et le bluff à l'américaine, qui consiste à n'intimider que les États faibles, ne marchera jamais avec la République populaire démocratique de Corée. Les États-Unis et leurs alliés devraient comprendre clairement que les menaces militaires brandies par les États-Unis et la campagne de sanctions et de pressions ne feront qu'inciter davantage encore la République populaire démocratique de Corée à continuer de développer ses forces nucléaires et ses moyens de défense.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant de la République populaire démocratique de Corée de sa déclaration. Je donne la parole à l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique.

**M. Wood** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, veuillez m'excuser de prendre une nouvelle fois la parole, mais je dois répondre à la déclaration du représentant du régime de Pyongyang.

Au fil des années, ce régime a procédé à de nombreux essais de tirs de missiles balistiques ; il a procédé à cinq essais d'armes nucléaires – et c'est le seul pays qui ait procédé à des essais au XXI<sup>e</sup> siècle. Ce régime menace ses voisins et menace la paix et la stabilité mondiales et, comme je le disais, il fait l'objet d'un certain nombre de résolutions du Conseil de sécurité, la dernière datant du 2 juin – une résolution adoptée au titre du chapitre VII de la Charte des Nations Unies – qui alourdit les sanctions imposées aux représentants et aux entités du régime.

Cela devrait être très clair pour le représentant du régime qui siège ici, après avoir assisté pendant des semaines au concert de protestations concernant le comportement irresponsable de son pays, ses menaces et ses provocations. Il est donc tout simplement ridicule que ce pays affirme depuis cette tribune que les États-Unis sont la source des tensions dont pâtit la péninsule. Tout le monde ici sait où, dans la Péninsule, se trouve la source de ces tensions. Il s'agit d'un régime qui, ainsi que je le disais, a violé d'innombrables résolutions, ainsi que des engagements tels que l'accord de 2005 et tant d'autres encore.

Donc tout ce que je peux dire au représentant du régime qui siège dans cette assemblée c'est que son gouvernement est isolé et son pays aussi. La population de votre pays mérite un meilleur traitement que celui qu'elle subit. Comme je l'ai dit précédemment, nous défendrons fermement notre engagement en faveur de la défense de nos alliés, le Japon et la République de Corée. Nous demandons au régime de mettre fin aux provocations et aux menaces, de s'acquitter de ses obligations et de s'engager sur la voie de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, conformément aux engagements qu'il a pris. Tant qu'il ne le fera pas, ce pays restera isolé et nous continuerons d'interpeller le régime depuis cette tribune au sujet de son comportement irresponsable et dangereux.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant des États-Unis de sa déclaration. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ? Je vois que la République populaire démocratique de Corée demande la parole. Monsieur, vous avez la parole.

**M. Ju Yong-chol** (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, veuillez m'excuser de prendre à nouveau la parole.

Seule la République populaire démocratique de Corée est accusée de prendre des mesures défensives par les États-Unis, qui feignent d'ignorer que d'autres pays font des essais de tirs de missiles et de lancement de satellites. L'accès de la République populaire démocratique de Corée à l'arme nucléaire a renforcé ses capacités de défense et les solutions dont elle dispose sur le plan stratégique pour défendre son destin et sa souveraineté face à la politique abominable et hostile menée contre elle par les États-Unis et face aux menaces nucléaires que les États-Unis lui imposent décennie après décennie.

Je voudrais donner des exemples des provocations qui compromettent la paix et la sécurité de la région. Il y a quelques mois, les États-Unis ont procédé aux plus importantes manœuvres militaires jamais organisées afin de simuler une attaque préventive contre la République populaire démocratique de Corée, en mobilisant des moyens stratégiques nucléaires de grande ampleur. Immédiatement après ces manœuvres, les États-Unis d'Amérique ont envoyé le groupe aéronaval du porte-avions *Carl Vinson* dans les eaux de la péninsule coréenne et continué de mener des exercices navals conjoints avec la Corée du Sud. Fin mai, ils ont aussi mené des entraînements au largage de bombes nucléaires pendant lesquels des bombardiers stratégiques nucléaires B-1B ont survolé l'espace aérien de la Corée du Sud. Des groupes aéronavals, notamment ceux des porte-avions *Carl Vinson* et *Ronald Reagan*, sont déployés en permanence autour de la péninsule coréenne et prêts à lancer des frappes intensives contre la République populaire démocratique de Corée, tandis que plus de 100 avions de combat des États-Unis se livrent tous les jours à des simulations de frappes aériennes. Selon des sources militaires, les États-Unis s'apprêteraient à déployer un autre porte-avions de la classe *Nimitz* au large de la péninsule coréenne plutôt qu'au Moyen-Orient comme prévu initialement. Dans le même temps, les États-Unis d'Amérique accélèrent la modernisation de la force de frappe nucléaire qui interviendrait dans la péninsule coréenne en cas de crise. Les porte-avions sont transformés pour pouvoir accueillir les derniers chasseurs furtifs F-35C, et le nombre des batteries de lancement de missiles de croisière installées sur les sous-marins à propulsion nucléaire est progressivement porté de 12 à 14. Tout cela montre clairement que l'intention des États-Unis d'asseoir leur suprématie militaire sur la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique et d'étouffer la République populaire démocratique de Corée par la force des armes demeure inchangée. Les États-Unis sont la principale cause de l'aggravation des tensions et de la crise nucléaire dans la région. Ils affirment qu'un changement de régime ou une invasion ne font aucunement partie de leurs intentions et qu'ils recherchent une solution par le dialogue et la négociation, mais la réalité le montre bel et bien, il ne s'agit que d'une tromperie visant à dissimuler leur véritable intention, qui est d'envahir la République populaire démocratique de Corée. Les États-Unis et leurs alliés devraient garder à l'esprit que quelles que soient les sanctions et les pressions qui pourraient lui être imposées, la République populaire démocratique de Corée ne reculera pas et ne s'écartera pas de la voie qui mène au renforcement de ses capacités nucléaires, garant de sa souveraineté et de son droit à exister en tant que nation.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant de la République populaire démocratique de Corée de sa déclaration. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ? Ce n'est apparemment pas le cas.

Nos travaux sont terminés pour aujourd'hui. Avant l'ouverture de la séance plénière informelle de ce matin, je vous signale que la prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 20 juin 2017, à 10 heures. Veuillez aussi noter que le Groupe de travail sur la voie à suivre se réunira cette semaine, le 14 juin à 15 heures, et les 15 et 16 juin à 10 heures, conformément au calendrier établi par le groupe de travail. La séance est levée.

*La séance est levée à 10 h 30.*